

# Des extrémistes implantés dans tout le pays !

*Les activités liées aux extrémistes sont en augmentation en Europe. La Belgique n'échappe pas à la règle. Pour preuve, les chiffres de la répartition des membres d'extrême gauche et d'extrême droite dans notre pays. Côté francophone, c'est à Bruxelles que se trouvent la plupart des membres d'extrême gauche. Et c'est dans le Hainaut qu'on retrouve le plus de sympathisants d'extrême droite, tous fichés par la police.*

Selon les derniers chiffres disponibles, les forces de police du pays suivent aujourd'hui 2.480 personnes liées à des groupements d'extrême droite et 1.315 personnes liées à des groupements d'extrême gauche. Au total, cela fait 3.795 personnes.

La nature de la surveillance est fixée en concertation avec tous les partenaires au niveau de l'arrondissement, dans le cadre des Local Task Forces. « L'observation effective de personnes et groupements (méthodes particulières de recherche) par la police, ne peut être effectuée que dans le cadre d'une enquête pénale », précise d'ailleurs le SPF Intérieur. « Cela n'est pas légalement possible en tant que mesure de police administrative. Bien entendu, il est toujours possible de surveiller les lieux où l'ordre public peut être menacé. »

La ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden vient d'apporter une répartition géographique de ces personnes par province, à la demande de la députée fédérale Kattrin Jadin (MR). L'infographie ci-jointe montre des chiffres interpellants issus des statistiques de la police fédérale.

## Augmentation constante

Du côté francophone, c'est en région bruxelloise qu'on retrouve le plus de militants d'extrême gauche, fichés par la police : 32 % des 1.315 personnes sous surveillance policière proviennent de cette région. C'est même le plus haut « score » du pays devant la Flandre-Orientale et le Hainaut. Ces deux dernières provinces, avec Anvers, occupent également le podium, peu reluisant, en ce qui concerne les militants fichés d'extrême droite. Pour le Hainaut, ça représente un peu moins de 400 personnes renseignées et surveillées pour leurs relations proches avec l'extrême droite. Pour la Flandre-Orientale, on en est à un peu moins de 600 personnes.

« Depuis 2016, le nombre d'extrémistes suivis est en constante augmentation et c'est un véritable souci », souligne Kattrin Jadin. « Je demande les chiffres régulièrement et, par rapport à ce constat, on doit être certain que la sécurité de l'État est 'outillée' en permanence, tant face aux extrêmes de gauche et de droite que face au radicalisme religieux. Il y a un 'plan radicalisme' qui verra le jour dans quelques mois (NdlR : voir encadré) afin d'agir à la racine du radicalisme. »

Par ce biais, la députée cible notamment les discours de haine sur les réseaux sociaux. Un aspect à propos duquel il est prévu de légiférer afin de pouvoir agir. « C'est pour cette raison que l'article 150 de la Constitution (NdlR : cet article « permet » aux personnes accusées des infractions les plus graves d'être jugées par un jury populaire) est à revoir. »

« Toujours liberticide »

Quant aux chiffres de répartition, ils relèvent d'une certaine logique, selon Kattrin Jadin. « Le niveau socio-économique d'une région peut l'expliquer. Si la qualité de vie est moins bonne à un endroit bien précis, il y a un déficit démocratique qui permettra le développement d'un extrême. Qu'il soit de gauche, de droite ou religieux, tout extrémisme est liberticide et met notre démocratie en péril », conclut-elle.

Johnny Maghe

Johnny Maghe

Copyright © 2021 Sud Presse. Alle rechten voorbehouden